

Veille & territoires

#302 Bulletin du 27 janvier 2022

Attractivité

► [L'attractivité, un mythe de l'action publique territoriale](#)

Michel Grossetti

Métropolitiques, 17 janvier 2022

Revenant sur plus de dix ans de recherches, Michel Grossetti bat en brèche les thèses suggérant que les villes auraient les moyens d'attirer à elles les entreprises « innovantes » et les travailleurs « créatifs »

► [Villes. L'attractivité à quel prix ?](#)

Regards croisés sur l'économie, n° 28, 2021 (publié en janvier 2022). 228 p.

Ce numéro rassemble les contributions de chercheuses et chercheurs issus de multiples disciplines des sciences économiques et sociales. La première partie s'intéresse aux villes comme espaces de concentration des ressources et des capitaux, et présente quelques théories pour expliquer ce phénomène. La deuxième partie aborde les politiques volontaristes mises en œuvre par les acteurs de la ville pour augmenter l'attractivité de leur territoire, tout en soulignant les disparités sociales et spatiales qui peuvent en résulter. Enfin, les effets secondaires et potentiellement indésirables de ces politiques sont approfondis dans une dernière partie, afin de mieux saisir les enjeux de rééquilibrage et de redistribution des richesses et des espaces que les territoires urbains connaissent aujourd'hui.

Commerce de proximité

► [Rôle et avenir des commerces de proximité dans l'animation et l'aménagement des territoires](#)

Assemblée nationale, Mission d'information, Emmanuel Maquet, Sandra Marsaud.

Rapport d'information n°4968, janvier 2022. 164 p.

Le présent rapport vise à répondre à une question : pourquoi des commerces ouvrent-ils ou se développent-ils en certaines parties du territoire, ou au contraire disparaissent-ils ? Cette question revêt d'autant plus d'importance que si le commerce est une activité privée, il est inconsciemment perçu par nos concitoyens comme un service public, tant s'approvisionner en produits de quotidienneté est vital. Si le constat de ce problème est national et pose donc une question de politique publique, l'évolution de la localisation des commerces s'analyse à une échelle infra-départementale, le plus souvent communale ou intercommunale. La mission d'information a émis une vingtaine de propositions.

CRTE

► [Contrats de relance et de transition écologique \(CRTE\) : les premiers effets produits - Retour d'expérience de dix territoires](#)

Intercommunalités de France - ADCF, Cerema, en partenariat avec l'Anct

Focus CRTE, janvier 2022. 31 p.

Ce travail de capitalisation s'appuie sur dix territoires, représentatifs de la diversité des CRTE. Il constitue une première capitalisation nationale des expériences locales nées de cette nouvelle démarche contractuelle ; et une première réponse à un besoin de partage d'expériences, de questionnements de territoires, alors même que la dynamique est encore jeune et surtout évolutive dans le temps. Il ne s'agit pas d'un diagnostic d'ensemble des CRTE à ce jour élaborés ou en cours d'élaboration. Ce document a vocation à donner à voir des pratiques locales qui ont semblé intéressantes et qui illustrent l'intérêt du CRTE.

► [Focus CRTE](#) ► [Webinaire du 18 janvier 2022 \(1h45\)](#) ► [Diapositives du webinaire](#)

Développement économique

► [Dynamique économique et réindustrialisation durables \(DÉRIDE\) des territoires. Quelles actions utiles des pouvoirs publics ?](#)

Laurent Cappelletti, Cnam, Haut-Commissariat au Plan. Janvier 2022. 66 p.

Commandée en mars 2021, cette étude s'inscrit dans un partenariat de travail pérenne entre le Haut-commissariat au plan et le Cnam. Les recherches montrent une tendance à la régionalisation de la dynamique économique et de la réindustrialisation durables des territoires (DÉRIDE) en France ces 30 dernières années. 75% du PIB se fait hors Paris et Ile-de-France essentiellement dans les métropoles régionales qui ont concentré par exemple 80% des créations d'emplois ces 10 dernières années alors qu'elles ne représentent que 10% du territoire français. Le rapport identifie 13 facteurs clés de la dynamique économique et de la réindustrialisation durables des territoires.

► [Le rapport](#) ► [La synthèse](#)

► [Cinq ans pour faire progresser la France des ETI](#)

Institut Montaigne, Olivier Lluansi (PwC Strategy). Janvier 2022. 32 p.

Une note de l'Institut Montaigne estime que les entreprises de taille intermédiaire permettraient de réduire les fractures territoriales. Fortement ancrées dans les territoires, génératrices de cohésion sociale dans les villes moyennes, créatrices d'emplois et championnes industrielles, les ETI sont un véritable atout pour la France. Treize enjeux essentiels pour le développement du tissu des ETI français ont été identifiés et sont mis à la disposition des candidats à la Présidentielle afin de nourrir leurs programmes.

► [La note](#)

Développement territorial

► [Penser hors PIB : nouveaux outils de mesure et indicateurs dans les métropoles](#)

Atelier parisien d'urbanisme (Apur), Sciences Po - Ecole urbaine, janvier 2022. 122 p.

Appréhender le développement des métropoles au travers d'outils d'observation est essentiel afin de comprendre les évolutions démographiques, sociales, économiques et environnementales qui y sont à l'œuvre. Une étude confiée par l'Apur à des étudiants de Sciences Po propose un inventaire de nouvelles approches de mesure du développement territorial se déployant à travers le monde. Leur rapport étudie en particulier une quinzaine d'approches nouvelles essayées dans divers pays, dont cinq font l'objet d'études de cas plus approfondies.

Sur le titre :

► [Le rapport](#) ► [La synthèse](#)

► [Une nouvelle lecture des relations ville-port en France. Entre rupture et intégration](#)

Laboratoire de recherche EconomiX, Mounir Amdaoud, César Ducruet, Marc-Antoine Faure. Janvier 2022. Vidéo 21 min.

Les chercheurs analysent les liens qui se tissent entre les ports et leur environnement local en termes de tissu économique. Pour mieux comprendre en quoi les activités portuaires sont ancrées dans leur territoire local et les économies locales, ils posent et détaillent trois hypothèses.

Emploi

► [Comment les stéréotypes pèsent sur l'insertion des femmes non diplômées en milieu rural](#)

Clément Reversé

The Conversation, 25 janvier 2022

Le marché de l'emploi dans les territoires ruraux est en mutation, avec une croissance du tertiaire et des postes peu qualifiés. Un changement qui pourrait a priori laisser plus de place aux femmes non diplômées. Pourtant, leur insertion est bien loin de profiter de ce boom. Elles se retrouvent en fait confrontées à de nouvelles épreuves, qu'il s'agisse de concurrence dans l'accès à l'emploi ou d'indépendance financière dans le couple. Plusieurs travaux soulignent ce constat : le chômage des jeunes femmes est jusqu'à deux fois plus important que celui des hommes en milieu rural et les femmes sont plus touchées par des situations de pauvreté, avec une insertion plus fragile et plus tardive.

Evaluation

► [L'évaluation de la participation. Principes et recommandations](#)

Institut de la concertation et de la participation, Cerema, Planète Citoyenne. 2022. 41 p.

Ce guide présente différentes approches de l'évaluation des politiques et des dispositifs de concertation et de participation citoyenne, des points d'alerte et des recommandations. Il fournit également des liens vers des ressources méthodologiques plus détaillées. Il s'adresse aux praticiens de la concertation et de la participation citoyenne, engagés dans une évaluation ou désireux de s'y lancer. Il peut s'agir d'agents de collectivités ou de la fonction publique d'État, d'élus, de consultants, d'associatifs ou de citoyens... Les démarches participatives concernées peuvent être des dispositifs particuliers (budgets participatifs, concertations autour d'un projet, etc.), des instances pérennes (Conseils de quartier, etc.) ou des politiques plus globales de participation des citoyens à l'action publique, qu'elles soient menées par des collectivités, des organismes publics, des entreprises ou d'autres entités.

► [Evaluation. Fondements, controverses, perspectives](#)

Sous la direction de Thomas Delahais, Agathe Devaux-Spatarakis, Anne Revillard et Valéry Ridde. Éditions science et bien commun, 2022. En ligne

Nombre d'institutions publiques locales, nationales ou internationales mobilisent des pratiques d'évaluation pour dresser le bilan de leurs interventions et nourrir la décision publique. L'évaluation reste toutefois relativement mal connue dans ses fondements théoriques et dans la diversité de ses pratiques. À quoi sert-elle ? Qui évalue et comment ? En fonction de quelles valeurs évalue-t-on ? L'évaluation est-elle une science, et sur quels paradigmes repose-t-elle ? Telles sont les grandes questions explorées par cet ouvrage. Sans défendre une "école" particulière, les auteurs rendent compte de la diversité des approches à partir de la traduction en français de textes fondateurs et contemporains du champ international de l'évaluation.

Ce livre est sous une [License Creative Commons 4.0](#)

Inégalités

► [Portrait\(s\) de France\(s\) : alerte sur l'aggravation des inégalités françaises](#)

Florence Weber, Anne Lambert, Daniel Behar, Fanny Bugeja, et al.

The Conversation, 24 janvier 2022

Portrait(s) de France(s) est un rendez-vous thématique réunissant articles inédits, reprise d'articles, infographies et podcasts pour aborder les grands enjeux de la présidentielle 2022.

Dans cet épisode, focus sur le creusement des inégalités.

Jeunes ruraux

► [Entre ville et campagne, les parcours des enfants qui grandissent en zone rurale](#)

Insee, Chantal Brutel

Insee Premières, n° 1888, janvier 2022. 4 p.

Au 1er janvier 2018, 17,7 millions d'enfants, adolescents et jeunes adultes de 3 à 24 ans vivent en France. Parmi eux, 30 % vivent en milieu rural. Compte tenu des mobilités résidentielles, la part des jeunes vivant dans une commune rurale augmente entre 3 et 13 ans, reste quasi stable entre 14 et 17 ans, puis chute de 9,5 points à l'âge de 18 ans. À la majorité, 20 % des jeunes ruraux partent s'installer en ville, principalement pour poursuivre leurs études. Les jeunes ruraux grandissent moins souvent en famille monoparentale que les jeunes urbains et ils vivent dans des logements plus spacieux. Ils sont plus fréquemment scolarisés hors de leur commune de résidence que les jeunes urbains. Ils parcourent une distance croissante selon l'âge de l'école au lycée, entre 9 et 23 kilomètres en moyenne pour rejoindre leur établissement scolaire lorsqu'il est situé dans une autre commune. Entre 16 et 24 ans, les jeunes ruraux suivent plus souvent des formations en apprentissage que les jeunes vivant en milieu urbain.

► [Etude nationale](#) ► [Etudes régionales](#)

Logement

► [Logement : les priorités pour 2022-2027](#)

Terra Nova, janvier 2022. 33 p.

Le logement est un poste de dépense important pour les ménages, surtout les plus jeunes qui cherchent à s'installer. Le choix du logement pèse sur le pouvoir d'achat et les difficultés d'accès accentuent les inégalités. L'accès au logement doit donc rester une priorité des politiques publiques pour les années qui viennent. Au nom de son devoir de solidarité, l'État doit garder un rôle central pour répondre au besoin de logements mais aussi prendre en compte de nouveaux enjeux comme la lutte contre les émissions de GES. Pour autant, une approche centralisée, centrée sur la construction et territorialement uniforme n'apparaît plus pertinente aujourd'hui. Les principaux défis actuels appellent en effet des différenciations territoriales ainsi que l'engagement de l'ensemble des acteurs concernés par ce secteur sur le terrain, des collectivités locales aux organismes HLM.

Métropole

► [Ville : l'envers de la métropole](#)

Médiapart, 14 janvier 2022

Grand Paris, capitales culturelles, rénovation urbaine, urbanisme olympique : la notion de « métropole » surgit partout quand on parle de ville. Lubie bureaucratique, outil démocratique ou mise en œuvre du capitalisme sécuritaire ? Décryptage et discussion avec trois observateurs et observatrices critiques : Stany Cambot, Cécile Gintrac, et Rémi Eliçabe.

Mobilités

► [Démobilité et télétravail](#)

Julien Damon

***Telos*, 13 janvier 2022**

Néologisme pré-Covid, la démobilité désigne la limitation choisie des déplacements afin de ne plus subir inconfort et pertes de temps. Elle s'incarne dans le télétravail, puissamment intensifié avec les vagues Covid. Porteurs d'inégalités, télétravail et démobilité ne sont pas des mots magiques. Ce sont cependant des perspectives bien enclenchées, qu'il faut savoir bien accompagner.

► [Mobilités bas-carbone et inégalités. L'État catalyseur de transition](#)

Vincent Le Rouzic, Alphonse Coulot

La Fabrique de la Cité, janvier 2022. 24 p.

Comment accélérer la décarbonation des mobilités sans renforcer les nombreuses inégalités sociales et territoriales ? La transition bas-carbone des mobilités constitue un défi majeur pour les politiques publiques. L'État doit jouer un rôle important, celui de facilitateur de la transition juste.

► [La note](#)

Numérique

► [Evaluation de l'impact environnemental du numérique en France et analyse prospective](#)

Ademe, Arcep, janvier 2022. 2 tomes (3ième tome à venir)

En août 2020, le Ministère de la Transition écologique et le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance ont confié à l'ADEME et l'Arcep une mission commune de 18 mois, visant à mesurer l'empreinte environnementale du numérique en France et à identifier des leviers d'actions et des bonnes pratiques pour la réduire. L'étude est structurée en trois parties distinctes. La première partie de l'étude comprend notamment une revue bibliographique des méthodologies et des études sur l'évaluation environnementale du numérique. Cette revue est complétée d'un état des lieux des technologies et d'auditions d'acteurs agissant en France sur les aspects environnementaux du numérique. Une seconde partie de l'étude vise à évaluer l'impact environnemental du numérique en France, ainsi qu'une évaluation de l'impact des foyers et entreprises générés par un an de consommation de biens et services du numérique en France. La troisième partie de l'étude (prévue à la fin du premier semestre 2022) concernera les travaux prospectifs d'évaluation à horizon 2030 et 2050 de l'impact environnemental du numérique en France.

► [La note de synthèse \(19 p.\)](#)

► [1er volet de l'étude « Etat des lieux et pistes d'action » \(171 p.\)](#)

► [2ième volet de l'étude « Evaluation environnementale des équipements et infrastructures numériques en France » \(256 p.\)](#)

► [Territoires connectés et protection des populations, les élus, inventeurs de solutions](#)

Sénat, Délégation aux collectivités territoriales, Antoine Lefèvre, Anne-Catherine Loisier, Jean-Yves Roux

Rapport d'information présenté le 20 janvier 2022. 40 p. (version provisoire)

Dans le cadre de leurs compétences locales, les collectivités peuvent tirer un grand profit des outils numériques pour mieux protéger les populations, qu'il s'agisse de la préservation de l'ordre public ou de la gestion des risques naturels.

Deux objectifs ont présidé à cette mission "flash" :

- identifier et analyser quelques bonnes pratiques locales dans ces deux champs de l'action publique locale, à la fois en milieu rural et dans les zones urbaines ;
- formuler des recommandations visant, d'une part, à encourager et sécuriser ces initiatives numériques locales, d'autre part, à supprimer ou limiter d'éventuelles entraves à leur expression.

► [Le rapport](#) ► [La synthèse](#)

► [Parcours Data. Le guide de la donnée](#)

[Territoires intelligents et durables](#)

Région Bourgogne-Franche-Comté, Cabinet de conseil Civiteo, janvier 2022. 40 p.

Dans le cadre de son programme « Territoires intelligents » à destination des petites et moyennes villes notamment rurales, la région Bourgogne-Franche-Comté publie un « guide de la donnée; » accessible à tous. Destiné aux élus et agents territoriaux non experts de la data, ce guide couvre les questions juridiques, techniques, organisationnelles et même politiques autour de la donnée dans les projets de territoires intelligents.

Périurbain

► [Habitant, maire, chercheur : le triple regard de Bruno Loustalet sur le périurbain](#)

Aux frontières de la ville, épisode 5

La Fabrique de la Cité, La Gazette des Communes. 19 janvier 2022. Podcast : 16 min.

L'invité de ce dernier épisode de la série est quelqu'un qui vit dans le périurbain et qui a contribué à le façonner en devenant élu local. Bruno Loustalet est arrivé avec sa famille à Thil, une commune de l'est lyonnais, en 2002. En recherche d'un cadre de vie paisible, à

20 kilomètres de la métropole où lui et sa femme travaillaient, il s'est présenté aux élections municipales en 2008, et a été élu deux fois maire, avec de grands défis à relever : l'arrivée de la fibre et la mise en place d'une navette intercommunale. Aujourd'hui c'est un regard d'universitaire qu'il pose sur son territoire : il est en train d'achever une thèse à l'ENTPE à l'université Lyon Saint-Etienne sur le rôle du développement économique dans la construction du périurbain.

Politique de la ville

► [Contribution sur la politique de la ville : conjuguer sa capacité à réagir aux crises et sa portée transformatrice](#)

Réseau national des centres de ressources politique de la ville (RNCRPV), janvier 2022. 8 p.

Cette contribution a été rédigée par les 19 centres de ressources politique de la ville implantés dans l'hexagone et les outre-mer. Elle est destinée à alimenter la réflexion de la commission sur l'avenir des contrats de ville. Elle vise à rendre compte des principaux enjeux identifiés sur la mise en œuvre de la politique de la ville, via la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014.

Services publics

► [Les services publics vus par les Français et les usagers](#)

Baromètre de l'institut Paul Delouvrier - 22ième édition, janvier 2022

L'Institut Paul Delouvrier, en partenariat avec la Direction Interministérielle de la Transformation publique (DITP), publie avec Kantar la 22ème édition de son baromètre qui mesure l'opinion des Français vis-à-vis des services publics de l'État (l'image) et la satisfaction des usagers (la qualité constatée). Cette 22ème édition révèle que les opinions des Français à l'égard de l'action de l'Etat n'ont jamais été aussi positives depuis 2004. Elle révèle également une transformation des attentes des Français envers leurs pouvoirs publics : avec une priorité donnée à la santé, à l'éducation et à la sécurité ; et un besoin renouvelé de proximité après la crise du Covid-19. Les usagers de leur côté restent exigeants même s'ils ont fait preuve d'une certaine indulgence l'année dernière et, avec les efforts fournis par les services les moins bien notés, on assiste à une certaine convergence des niveaux de satisfaction

► [Baromètre - rapport version longue \(117 p.\)](#)

► [Baromètre - rapport version courte \(42 p.\)](#)

► [Services aux publics et territoires : évolution ou révolution ?](#)

[Compte-rendu de la table ronde organisée par le Cercle pour l'aménagement du territoire \(CPAT\), le 14 janvier 2022](#)

Avec Patrick Vautier, Directeur adjoint du programme France Services (ANCT)

François Taulelle, Professeur à l'Institut Champollion d'Albi et à l'Université de Toulouse

Gwénaél Doré, Chercheur associé à Agro-Paris Tech

La demande en services publics comme la réponse apportée par les acteurs publics a connu de profondes transformations au cours des dernières décennies. Au nombre de ses causes, l'irruption d'internet et du numérique compte sûrement parmi les plus importantes. Mais d'autres phénomènes ont contribué à cette évolution. Le vieillissement de la population, l'urbanisation croissante et son corollaire : l'affaiblissement démographique des espaces ruraux et, plus récemment, un changement dans les priorités, donnant par exemple une importance primordiale à la santé, ont imposé une révision en profondeur de l'offre des services publics sur les territoires.

► [Compte-rendu de la table ronde](#)

► [Dossier "Services aux publics" sur le site du CPAT](#)

Territoires

► [Territoires oubliés, terres de projets](#)

***Revue Urbanisme*, n° 423, janvier 2022**

Territoires oubliés, l'expression interpelle : oubliés par qui ? Oubliés pourquoi ? Jamais résignés localement et toujours soutenus par l'État et par l'Europe, ces territoires dits oubliés suscitent depuis un certain nombre d'années un nouvel intérêt auprès des masses

métropolitaines qui viennent abonder ou stimuler les initiatives locales. Une réflexion qui trouve des échos en Europe notamment en Espagne, au Portugal, en Suisse ou en Italie.

► [Crise du Covid 19 : une nouvelle donne pour les territoires ?](#)

Opinions et perspectives des Français à l'égard des territoires

Sondage IFOP, Vae Solis. 21 janvier 2022. 14 p.

Dans le cadre de la campagne présidentielle, Vae Solis et l'IFOP souhaitent comprendre les ressorts profonds de l'électorat en analysant six thèmes structurants la société française. Cette enquête d'opinion porte sur les territoires. Cette enquête dresse un état des lieux des opinions et attentes des Français sur ce sujet.

► [Les résultats](#)

Urbain

► [La ville low-tech. Vers un urbanisme de discernement](#)

Ademe, Institut Paris Région, AREP, novembre 2021. 124 p.

Les villes font face à de nombreux défis, parfois contradictoires, entre adaptation et atténuation au changement climatique, résorption des inégalités sociales, développement économique et compétitivité. À partir de ce constat, la notion de ville low-tech apporte-t-elle quelque chose de plus au foisonnement de concepts déjà présents dans la pensée urbaine ? De la smart city à la ville frugale, en passant par la ville créative, l'AREP et l'Institut Paris Région réinterrogent les concepts de ville pour définir les contours de la ville low-tech et esquisser ses caractéristiques et son mode opératoire.

► [BiodiverCities by 2030: Transforming cities' relationship with nature](#)

World Economic Forum, Insight report, January 2022. 51 p.

This report provides a vision for cities of the future and the needed systemic shifts to develop BiodiverCities that place nature at the heart of decision-making and infrastructure investments. The report also sets out how public and private urban leaders can utilise nature to both reduce the impact of their cities on biodiversity, increase their climate resilience, and secure significant economic benefits.

► [Le rapport](#)

A découvrir



► **Vieillesse de la population et territoires : sélection bibliographique**

ANCT, janvier 2022. 18 p.

Riche sélection bibliographique de l'Anct, consacrée au vieillissement dans les territoires

► [Les bibliographies thématiques de l'ANCT](#)



► **La cohésion des territoires De nouveaux mots pour penser les maux**

Ouvrage collectif, sous la dir. de Patricia Demaye-Simoni
Ed. Berger-Levrault, janvier 2022. 288 p.
Collection : Au fil du débat

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner : accès direct à l'encart d'inscription**

>> **Nous contacter :** veille.anct@anct.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20, avenue de Ségur - TSA 10717 - 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr



© 2022 Agence nationale de la cohésion des territoires

[Voir la version en ligne](#)